

COMMUNE DE ANSE
ARRETE DU MAIRE

SITE DU BORDELAN - PLAGES DU COLOMBIER
OUVERTURE DE LA SAISON 2025

Le Maire de la Commune de Anse,

Vu les articles L 2212.1 à L 2212.5 et L2213.1 à L 2213.4 et L 2213.23 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret 62-13 du 8 janvier 1962 relatif au matériel de signalisation utilisé sur les plages et lieux de baignade,
Vu l'arrêté préfectoral n° 427-75 du 1^{er} août 1975 réglementant l'organisation de la sécurité des baignades et du canotage,
Vu la circulaire ministérielle 86-204 du 19 juillet 1986 relative à la signalisation des plages et des lieux de baignade,
Vu le décret n° 81-324 du 7 avril 1981,
Vu la délibération du conseil municipal en date du 2 mai 2006 autorisant l'ouverture de la plage du Colombier,

ARRETE

Article 1er :

La baignade aménagée et surveillée de la plage du Colombier est ouverte de 13 heures 00 à 19 heures 00 en :

- **Mai** : Uniquement le 31 mai 2025,
- **Juin** : tous les samedis et dimanches, le lundi 09 juin 2025 et le lundi 30 juin 2025.
- **Juillet** : tous les jours du 1^{er} au 31 Juillet 2025,
- **Août** : tous les jours du 1^{er} au 31 Août 2025,

En dehors de ces créneaux, elle est pratiquée aux risques et périls des baigneurs.

Article 2 :

Les dispositions applicables à la baignade surveillée et à la réglementation intérieure du site du Bordelan se retrouvent dans les arrêtés municipaux n° 62 du 23 mai 2007 et n° 106 du 10 avril 2025.

Article 3 :

La barrière d'entrée du site par le Chemin des Communaux depuis le CD 39 sera ouverte de 11 heures 30 à 20 heures 00 les jours de baignade surveillée.

Article 4 :

M. le Maire, M. le Commandant de Brigade de Gendarmerie de ANSE, le service de la Police Municipale, les MNS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Sous-Préfet de Villefranche-sur-Saône, à l'ARS, à la Direction Régionale de la Jeunesse des Sports et de la Cohésion Sociale et à la Préfecture - SIDPC.

Ainsi fait et arrêté le 05 mai 2025,

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.